

## Dans la bibliothèque de la RIURBA... "Anachronismes urbains"

**Pour citer cet article :**

Alain Bourdin - Université de Paris-Est - Lab'Urba  
"Dans la bibliothèque de la RIURBA... "Anachronismes urbains""

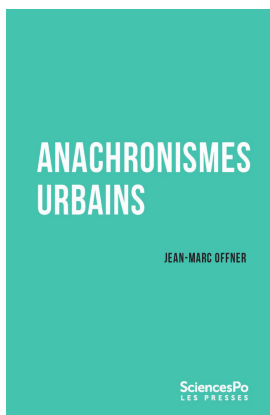
Riurba /Numéro

URL : <http://www.riurba.review/2020/06/dans-la-bibliotheque-de-la-riurba-anachronismes-urbains/>

DOI :

Date d'impression : 8 juin 2020

Un compte rendu d'ouvrage par Alain Bourdin



Référence complète : Jean-Marc Offner (2020), *Anachronismes urbains*, Paris Presses de science Po, 208p.

Jean-Marc Offner fait le ménage. Dans un livre court, vif, très clair, agréable à lire, il met à la question quelques unes des croyances qui gouvernent l'action et le discours officiels des producteurs de politiques urbaines. Le primat des transports collectifs, la propriété pour tous, la lutte contre l'étalement urbain, la mixité résidentielle, la proximité comme clé du lien social, le changement nécessaire des périmètres territoriaux, la primauté de l'architecture dans l'urbanisme sont autant de dogmes révoqués en doute, quitte à montrer que, considérés de manière relative et avec souplesse, certains d'entre eux ne sont pas complètement dénués de sens. « Cet ouvrage, dit Offner (p.18), en appelle à une refondation cognitive de l'action publique territoriale, face à une pensée urbaine en panne ». Il s'agit bien de changer de paradigme (au sens que Thomas Kuhn<sup>[1]</sup> donne à ce terme) c'est à dire de cadre de raisonnement et pour cela il faut en particulier remettre en cause les méthodologies utilisées aussi bien dans la production de connaissance que dans l'action.

Cette démarche n'est pas nouvelle, c'est presque le *leitmotiv* de toute une partie de la recherche urbaine (comme l'indique

J-M. Offner), mais l'intérêt tient dans la posture et la personnalité de l'auteur : celui qui s'exprime est directeur général de l'Agence d'urbanisme de Bordeaux (A'urba) et s'il se sert de sa très solide expérience de chercheur, son propos est fortement tourné vers l'action et la recherche de solutions. De ce fait, il a peut être plus de chances de susciter un débat. En tout cas on le lui souhaite.

La première croyance mise à mal concerne la mobilité. J-M. Offner se livre d'abord à une critique très utile des outils statistiques utilisés au service de concepts qui disent peu de la réalité des pratiques comme le transfert modal. Il pointe ensuite le conservatisme des institutions, comme le GART (les autorités organisatrices) ou l'Union des Transports Publics, pour déboucher sur l'idée d'une mobilité plurielle. Celle-ci ne se centre pas sur les transports en commun et le vélo mais part du piéton et considère la mobilité comme un phénomène complexe qui intègre, avec d'autres éléments de la vie économique et quotidienne, tous les modes de déplacement y compris l'automobile. Il prône l'écoute des « pulsations urbaines », donc des temps de la mobilité et la mise en place d'une véritable gouvernance de la mobilité.

Ensuite vient le « tous propriétaires » largement encouragé par les politiques publiques successives. S'appuyant sur plusieurs travaux de recherche de référence, il affirme que ce phénomène pousse plutôt les prix à la hausse, qu'il renforce l'intérêt pour le pavillonnaire et qu'il aboutit à la solidification d'une image paradoxale : « être propriétaire de son pavillon, profiter des attraits de la ville à la campagne, réinventer la sociabilité de voisinage et la mixité sociale ... » (Anne Lambert[2], citée p.43). Critiquant les politiques successives du logement, il plaide pour plus d'incitation à la location, en remarquant au passage (à travers une citation du PDG de Nexity) que cela pose le problème de la recherche de sécurité. Sans doute faudrait-il ajouter que ce n'est pas seulement la sécurité pour le futur (la retraite) mais la capacité de maîtrise de sa propre vie quotidienne qui se trouve en cause. Et le régime juridique de la location assure très mal la sécurité et la maîtrise aussi bien aux yeux des locataires que des propriétaires. L'auteur dit plus loin, à juste titre, qu'il faut sortir du couple infernal ville/campagne ; ne faudrait-il pas également dépasser le couple propriété/location ? Les quelques avancées du législateur en ce qui concerne l'emphytéose vont dans le bon sens et on devrait regarder de près le système très divers et très inventif de l'habitat coopératif suisse (rien à voir avec ce qui porte le même nom en France).

Viennent ensuite trois thèmes liés et qui sont au centre de la rhétorique officielle de l'urbanisme : l'étalement urbain, la mixité sociale et la proximité. L'auteur commence par contester la pertinence de certains discours sur l'étalement urbain et s'en prend à une citation d'Orsenna et Gilsoul « Les villes sont des ogres...Du fait de l'urbanisation, tous les sept ans la France perd l'équivalent d'un département de surface agricole utile » (effectivement c'est une bonne nouvelle : on mettra environ 700 ans pour tout perdre !), alors que l'on sait que les problèmes ne se posent pas en ces termes et que par exemple l'imperméabilisation des sols, un risque redoutable, concerne tout autant la ville que la campagne, puis il montre le caractère « magique » des raisonnements sur la densification (qui peut par ailleurs être une bonne chose). Il plaide pour une reconnaissance du périurbain et la fin de l'opposition ville-campagne, pour finir sur une remarque essentielle et typique de ce qui fait la force de son livre : « C'est tout le danger du « gouvernement à distance » associé au pilotage par les indicateurs, quand une injonction par trop totalitaire - zéro artificialisation nette- voudrait à la fois lutter contre le changement climatique, protéger la biodiversité, préserver l'agriculture française, épargner les budgets publics, réenchanter les centres villes et prévenir la crise sociale. En ces matières c'est la stimulation à faire projet qui compte, pas l'interdiction » (p.76).

On retrouve le même type de problème avec la « fixation » sur la mixité résidentielle qui réduit l'expérience, l'acceptation, voire la satisfaction de l'altérité, à une dimension qui n'est peut être pas la plus importante, comme l'ont dit différents auteurs (dont Richard Sennett). J-M Offner fait le tour des travaux qui montrent que le ghetto n'a pas que des inconvénients (tout dépend de quelles contraintes sociales il instaure et de la manière dont on en sort - ou non), que la proximité sociale n'abolit pas la distance sociale, et il met en doute l'efficacité des politiques publiques actuellement en œuvre. Il montre

également que la définition de la mixité est une affaire d'échelles, sacrifiée au passage obligé par la question scolaire (importante) et par le droit à la ville, dans une présentation qui au moins ne fait pas dire à Lefebvre ce qu'il n'a pas dit (dans un livre au style terriblement daté). Ses conclusions présentent plus d'intérêt. Il y fait –très justement à mon sens– l'apologie des « liens faibles » et des lieux qui permettent de les créer et de les activer. En même temps il plaide pour le droit à l'accès. En clair, donner l'occasion à une diversité d'habitants de se croiser, de faire ensemble, d'échanger –comme sur les réseaux sociaux– sans forcément habiter ensemble ou se sentir appartenant d'un même groupe. Un passage de ce chapitre porte sur la sécession des riches plus souvent appelée sécession des élites par les auteurs (par exemple Jérôme Fourquet cité dans le livre). Or on peut soutenir qu'il y a trois phénomènes : d'abord la reproduction sociale des élites (économiques, politiques, judiciaires, administratives, journalistiques etc.) qui n'est pas un phénomène nouveau mais s'est semble-t-il renforcée, ensuite sa concentration dans un nombre limité de lieux centraux des grandes agglomérations urbaines, avec notamment la pratique de l'entre soi scolaire, ce qui n'est pas un phénomène de sécession mais de domination, dans le fond plutôt classique, et la sécession des riches proprement dite, avec le déménagement dans les paradis fiscaux, la vie à Saint Bart ou dans les îles pour millionnaires que l'on crée aujourd'hui et une fréquentation très lacunaire des grandes capitales pour les *fashion weeks*, les marchés d'art contemporain ou autres événements. On regrette que J-M Offner n'insiste pas sur cette distinction, car là encore on risque de mal voir les problèmes à traiter.

La proximité va avec les politiques de mixité, mais on la retrouve ailleurs, dans l'illusion de la « ville en bas de chez soi » ou même dans l'engouement immodéré pour le télétravail, une solution intéressante, mais aussi un problème. Avec d'autres (notamment J-P Orfeuill), il souhaite promouvoir la « bonne distance » notamment dans la relation domicile-travail. Et avec d'autres encore, il dénonce l'irréalisme de certaines ambitions en matière de circuits courts, voire leur penchant vers une conception de l'autarcie qui pourrait s'appeler égoïsme ou rejet de l'autre.

La dernière partie du livre aborde les institutions locales pour dire que la fixation d'un périmètre n'est pas forcément la condition nécessaire (et certainement pas suffisante) d'une bonne organisation de l'action, et que la souplesse et la diversité sont nécessaires (avec un très intéressant exemple dans l'organisation de l'église catholique). Elle affirme aussi la différence radicale entre l'architecture et l'urbanisme, ce dernier étant avant tout l'art ou la science de l'organisation des distances. Finalement le message récurrent de la nécessité de changer de paradigme et de méthodes entraîne une affirmation essentielle : « c'est dans la culture métier des instances technico-politiques que se jouera une bonne part de leur capacité à changer de registre » (p.146)

## Après le ménage, que fait on ?

On suit la voie ouverte par J-M Offner en allant plus loin dans la compréhension du paradigme dont il veut sortir. Donc en ajoutant un certain nombre d'éléments d'appréciation qui pourraient y aider (sous réserve qu'un petit livre pédagogique ne peut pas avoir les mêmes ambitions qu'un gros livre rébarbatif).

D'abord le dépassement du caractère franco-français du livre. Certes l'objectif est de proposer des éléments de réflexion aux décideurs français et non de se lancer dans la grande fresque mondiale des villes à laquelle se vouent des géographes américains, l'équipe de Ricky Burdett à la London School of Economics, Saskia Sassen, R. Sennett et quelques autres. Mais pouvons nous faire l'impasse, même lorsqu'il est question de Bordeaux, Toulouse ou Lyon sur ce qui se passe dans le monde ? Certainement pas quand il est question de COVID 19 et de l'industrie aéronautique. Et pour bien d'autres choses encore. La concurrence commande au moins une partie de l'action des villes et sa problématique y est omni présente, dans une version française sans doute, mais fort ancrée dans la version mondiale. Au delà de cette domination idéologique, les questions les plus importantes pour l'avenir des villes ont un caractère mondial. Ainsi la démographie : en France on la

réduit au vieillissement et à des débats douteux sur l'immigration, et l'on oublie l'augmentation considérable à venir de la population mondiale. Or la question de l'environnement et du réchauffement est indissolublement liée à cette augmentation. Il est dans le fond admis qu'il n'y a rien à faire, sauf des horreurs déjà connues (ou la politique de Bolsonaro au Brésil), que cela se passe ailleurs et qu'en gros on ne sait pas quoi dire. Est ce une si bonne solution ? Si on ne peut pas demander à un maire élu pour six ans de se demander tous les matins ce qu'il va faire pour la démographie mondiale, ceux qui ont pour métier de penser pourraient certainement construire des enchaînements qui vont de la démographie mondiale aux décisions du maire. Certes on s'intéresse au reste du monde, à l'intérieur de réseaux à forte domination occidentale et même européenne, mais essentiellement pour produire un discours qui euphémise la concurrence, pour monter quelques coopérations et surtout pour échanger des « bonnes pratiques ». Les chercheurs ont beaucoup contesté les bonnes pratiques et à juste titre car elles décontextualisent et n'ont de chances de réussir que si les contextes sont suffisamment semblables. De ce fait, elles apportent quelques bonnes idées mais sans forte portée. La comparaison permet d'aller plus loin, non quand elle est faite terme à terme ou à partir d'une grille unilatérale et anhistorique, mais lorsqu'elle commence par répondre à l'interrogation initiée par Marcel Detienne : quelles (nouvelles) questions permettent de rendre comparable ces deux situations qui ne le sont pas ? De toutes façons, il existe de fait un appareil international d'analyse des villes qui passe notamment par les classements et les notations et qui, pour le coup, concerne également les villes françaises, notamment dans ce qui est la clé du système concurrentiel dominant : l'attractivité vis à vis des capitaux, des entreprises, des savoirs, des touristes et des talents. Au delà des discours convenus sur la ville ultra libérale qui, aussi vrais soient ils, ne nous apprennent plus rien, il y a tout un travail à faire pour prendre distance avec cet appareil, mieux mettre en évidence la manière dont il construit concrètement la réalité urbaine et dont il limite à la fois la réflexion et l'action. Pour cela, oser la comparaison en la libérant de ses propres carcans est certainement une voie d'avenir.

D'autant que deux enjeux trop discrètement présents dans le livre, incitent à raisonner à cet échelle : celui de la ville décarbonée et plus généralement de la ville « durable » et celui de la ville « intelligente » c'est à dire du déferlement des *big data* dans la gestion urbaine, avec toutes les questions que cela pose.

A un tout autre niveau, il me semble que le livre ne va pas assez loin concernant l'origine des idées qu'il dénonce – bien que contrairement à beaucoup d'autres il prenne la peine d'en parler – et surtout la question de la formation des intérêts. On raisonne toujours comme s'il y avait au départ des groupes ou des organisations situées dans le système social et s'ils étaient porteurs d'intérêt allant de soi en raison de leur position et de leur identité : le modèle du lobby des bouilleurs de cru sous la quatrième république, pour ne citer aucun exemple actuel. Or « on » (le législateur, le fonctionnement des institutions, les entrepreneurs d'action collective ou des instances plus floues par exemple certains mouvements d'opinion) crée des intérêts autour desquels se mobilisent ou se construisent des acteurs, l'exemple caricatural étant celui des cabinet d'avocats américains qui vont chercher des victimes diverses et essaient de les regrouper (dans des *class action* notamment) pour essayer d'obtenir de grosses indemnités des tribunaux.

Les grands élus sont parfois très experts dans la compréhension des intérêts existants « classiques » et de leur fonctionnement, mais il ont bien plus rarement la même compétence en ce qui concerne la formation des intérêts, question pourtant essentielle. La science politique et la sociologie, qui elles aussi ont tendance à considérer que les intérêts « sont là », le font assez peu (elles se sont beaucoup intéressées à la manière dont elles se coalisent). Pourtant, en avoir une meilleure connaissance et pouvoir agir sur elle donne certainement un outil majeur pour gouverner les villes.

J-M Offner cite Italo Calvino et la « ville invisible » d'Ersilie (où les habitants tendent des fils entre les maisons pour symboliser leurs relations) pour montrer l'importance des réseaux. Je m'autorise une interprétation différente : les fils tendus qui figurent les multiples relations entre les habitants de la ville forment une réalité plus forte que la matérialité de la ville, une réalité tellement forte que l'on peut vouloir la fuir quand la ville devient oppressive. Si l'on admet que ces relations

sont également celles des urbains avec les objets, et avec l'ensemble du contexte de la ville on trouve l'idée de milieu urbain, présente chez Durkheim et mise en avant par Jean Remy, qui l'avait toujours en tête lorsqu'il fut, à la fin de sa carrière, chargé du développement de Louvain-La-Neuve. Oublions un instant les réseaux et d'un autre côté l'identitarisme de la proximité. Laissons même de côté pour l'instant la question de la citoyenneté métropolitaine. Le problème de l'urbanisme c'est justement de favoriser le développement de milieux urbains et de les articuler les uns aux autres - ou de milieux « ruraux ». La notion de bassin de vie en donne une illustration très caricaturale mais met sur la piste : c'est un équilibre relativement stable entre des interrelations, de l'accès aux ressources, des perceptions communes, des pratiques, des lieux. Cela n'exclut pas du tout les échanges ou l'accueil des arrivants. Les habitants du Pays de l'Ozon travaillent habituellement à Lyon et on en « emprunte » sur cette ville (par leur consommation) mais leur vie est d'abord dans les communes de ce territoire et on peut parler d'un milieu local fait de paysage naturels de pratiques économiques et sociales, d'initiatives, de mentalités etc. Chaque milieu existe par son équilibre, nécessairement instable, surtout en contexte métropolitain et toujours en reconstruction et peu importe que l'on appelle cela périurbain. En revanche il faut comprendre cet équilibre, qui n'est pas le même au pays de l'Ozon (au Sud de Lyon) et dans le voisinage de Pont de Chéruy (à l'Est du côté de l'Ain). On peut penser un document de planification comme le SCOT à partir de cette entrée, qui n'empêche absolument pas de donner toute leur importance aux autres facteurs habituellement pris en compte.

Avec le coronavirus, le *care* est revenu au premier plan. La traduction française le « soin » ne permet pas de bien comprendre de ce dont il s'agit : dans le cas de l'urbanisme, donner une place spécifique à ce et à ceux qui rendent la ville vivable au quotidien, ce qui ne peut pas se mesurer ou s'exprimer simplement en termes d'équipements ou de politiques publiques. A mon sens le *care* est profondément lié à cette construction ou pérennisation des milieux urbains.

Justement, savoir nommer. La contestation très juste que J-M Offner fait de la « doxa » sur le périurbain butte sur le fait qu'il ne parvient (cherche ?) pas à la nommer autrement. À la citation qu'il fait de Jean-Pierre Martin « Plus on répète un mot, plus il pense à notre place », ajoutons en une autre, d'Albert Camus : « mal nommer c'est ajouter au malheur du monde ».

Le travail sur les mots va avec celui sur les instruments de connaissance. La critique de J-M Offner sur ce sujet est forte, mais ne faudrait-il pas aller plus loin en proposant d'autres approches ? Pour prendre un seul exemple : on fabrique aujourd'hui toutes sortes de classements et de classifications à partir d'indicateurs, pourquoi ne pas utiliser de vraies typologies, c'est à dire faites à partir d'un schéma d'interprétation qui donne sens aux critères et indicateurs choisis si l'on en vient à quantifier la typologie ? On sait alors que les types sont relatifs, que d'autres peuvent exister mais ils aident à penser et à agir. Une typologie de villes intelligemment faite nous en apprend beaucoup plus qu'un classement.

Nommer, c'est aussi ce que fait la prospective, devant laquelle les villes reculent trop souvent. Pourtant les anticipations sont nécessaires et, bien au delà, la capacité de penser un monde autrement. Comment peut-on être stratège si l'on n'a pas une idée de l'avenir ou, plus précisément des incertitudes de l'avenir. Certes la machine trop bien huilée de la prospective à la française ne semble plus très adaptée et les débats post coronavirus sur la ville de demain restent le plus souvent caricaturaux. Mais cela n'empêche pas qu'en France au moins, ce champ soit à réinvestir (et que les agences d'urbanisme puissent y jouer un rôle majeur).

La pensée urbaine est-elle réellement en panne, comme le dit J-M Offner (et comme j'ai souvent tendance à le penser) ou bien s'est-elle laissée enfermer dans un « petit cercle de la raison » inventé par le monde des techniciens et technocrates ? Ceux-ci, qui ont pris trop d'influence dans les collectivités parce qu'ils sont les seuls à bien comprendre un système inutilement -ridicule- compliqué, devraient plus souvent prendre les chemins de traverse et rêver, comme fait le sous-préfet aux champs.

[1] *La structure des révolutions scientifiques* - 1<sup>ère</sup> édition 1962

[2] *Tous propriétaires, l'envers du décor pavillonnaire*, Paris Seuil 2015